

I - L'industrie agricole, instrument de développement rural.

par D. HARDEL, Economiste.

A - INTRODUCTION.

Le titre ci-dessus semble aller à l'encontre d'une idée reçue et souvent analysée selon laquelle l'agriculture sert à financer le développement économique en passant par le développement industriel. En fait il s'agit pour notre propos d'une branche particulière du secteur industriel, à savoir celle des entreprises utilisant comme matière première une production agricole et qui dans la comptabilité nationale française sont classées soit dans les Industries Agricoles et Alimentaires, soit dans les industries textiles. D'autre part, notre étude se situe dans un pays essentiellement rural (80 % de la population sont des agriculteurs) et qui, dans l'état actuel de nos connaissances, apparaît surtout comme ayant une vocation agricole. D'où cette idée d'examiner si l'industrie agricole peut être un moyen de développement (ou un pôle) pour les zones rurales (1) où elle s'approvisionne.

Dans ce but, nous essaierons dans un premier paragraphe d'analyser la typologie des relations de l'agriculture et de l'industrie agricole en nous appuyant sur un certain nombre d'exemples que nous avons eus l'occasion d'étudier. Il s'agit de cinq entreprises fonctionnant déjà, notées par les lettres majuscules A - B - C - D - E et de quatre projets industriels notés par les lettres minuscules a - b - c - d. Nous avons choisi cette notation pour essayer de donner à ce travail un plus grand caractère de généralité mais chacune de ces lettres correspond à des entreprises bien précises. A partir de cette typologie, il sera alors possible de déterminer l'intérêt ou non de telles relations puis d'examiner dans quelle mesure et sous quelles conditions elles peuvent être généralisées et donc devenir l'instrument d'une politique consciente du développement agricole.

(1) C'est-à-dire celles où il y a des exploitations agricoles traditionnelles.

B - TYPLOGIE DES RELATIONS.

Après avoir défini ce que nous entendons par là, nous essaierons d'en esquisser les grands traits et d'en étudier les répercussions tant sur l'agriculture que sur l'industrie.

1. Définition et description.

Entre une industrie agricole et son milieu rural d'approvisionnement, il existe toujours une relation minimale d'ordre économique qui consiste en l'échange de biens contre de la monnaie. Aussi n'est-ce pas ce type de relations qui nous intéresse en tant que tel mais plutôt les relations autres que strictement économiques qui concernent aussi bien une assistance technique au niveau de la production (vulgarisation - diffusion de moyens de production plus efficaces etc...) qu'un aménagement des conditions d'achat et de vente se situant en dehors des caractéristiques habituelles du marché (crédit - contrat de production etc...).

Les observations faites nous ont conduit à penser que deux conditions, l'une d'ordre agricole, l'autre d'ordre industriel, se combinaient entre elles pour déterminer la présence ou l'absence de ce que l'on appellera, pour simplifier, des "relations non économiques".

i) - condition agricole : c'est l'abondance relative des produits agricoles par rapport à la demande suscitée par l'entreprise. On définira qu'une matière première est abondante si sa production actuelle est suffisante pour alimenter l'usine sans restreindre l'offre pour d'autres demandeurs du même produit. Dans le cas inverse une telle matière première sera qualifiée de rare, en particulier si sa production actuelle est faible ou nulle ou bien s'il existe déjà une demande qui soit tout juste satisfaite par celle-là.

ii - Condition industrielle : ce sera la structure de financement de l'entreprise, ou plus précisément, la stabilité ou l'instabilité de celle-ci que nous mesurons par le ratio $x = \frac{\text{Capitaux propres}}{\text{Capitaux empruntés}}$. En rapport avec l'expérience des entreprises étudiées, nous considérerons qu'une telle structure est stable si $x \geq 2$, qu'elle est instable si $x < 2$, particulièrement pour $x \leq 1$.

Les différentes combinaisons possibles de ces deux conditions sont les suivantes :

- Matière première agricole abondante et structure de financement stable : c'est le cas de l'entreprise A et du projet c.
- Matière première agricole abondante et structure de financement instable : c'est le cas de l'entreprise B.
- Matière première agricole rare et structure de financement stable : c'est le cas des entreprises C et D et du projet d.
- Matière première agricole rare et structure de financement instable : c'est le cas de l'entreprise E et des projets a et b.

Elles peuvent se résumer dans le Tableau I ci-dessous :

Tableau I		Structure de financement de l'entreprise	
		Stable	Instable
Matière première agricole	Abondante	1 : A - C	2 : B
	Rare	3 : C - D - d	4 : B - a - b

Si nous notons du signe + l'existence (ou sa possibilité) de relations non économiques et du signe - leur absence, l'articulation des deux conditions ainsi définies donne les résultats suivants (voir Tableau II) :

Tableau II		Structure de financement de l'entreprise	
		Stable	Instable
Matière première agricole	Abondante	1 : -	2 : -
	Rare	3 : +	4 : -

On se trouve devant une situation asymétrique puisque un seul cas (matière première rare et structure de financement stable) peut engendrer l'existence de relations non économiques. Ceci s'explique aisément. Quand la matière première agricole

est abondante, l'entrepreneur trouve celle-ci sur le marché à un prix suffisamment bas, il n'éprouve donc pas le besoin d'aller au-delà de ces relations purement commerciales. Par contre, dans le cas de rareté, l'instabilité de la structure de financement de l'industrie empêche l'entrepreneur d'avoir une action à long terme qui permette de modifier la structure de production agricole dans un sens qui lui soit favorable - il ne pourra avoir qu'une action conjoncturelle à court terme et restera donc dans le cadre de l'économie de marché. Seule, en définitive, la stabilité du financement, donnera à l'entreprise les moyens d'agir pour modifier le système de production agricole.

Cette assymétrie provient d'ailleurs du fait que l'agriculture et l'industrie n'ont pas les mêmes rôles. En effet la condition agricole caractérise une situation donnée non voulue par les agriculteurs. Par contre si un type déterminé d'industrie agricole s'installe c'est que les promoteurs espèrent bien retirer des bénéfices de l'immobilisation de leurs capitaux et qu'ils ont l'intention d'utiliser les moyens qu'ils estiment les plus adéquats pour satisfaire ces espoirs. Ainsi, dans les trois cas où nous avons noté l'absence de relations non économiques, les entrepreneurs des industries concernées n'ont pas estimé qu'il était de leur intérêt d'agir au niveau de la production. Inversement, dans le dernier cas, ce sont les entrepreneurs qui ont jugé utile d'agir à ce niveau en instituant des relations qui ne soient pas seulement économiques. En définitive, l'assymétrie vient de ce que l'industrie agit ou n'agit pas en fonction de considérations purement internes à elle-même. A ce stade l'agriculture est purement passive.

On observe par ailleurs que, quelle que soit l'industrie considérée, elle cherchera presque toujours à se défendre contre les variations autonomes de la production agricole (provenant en particulier de facteurs physiques, de la saisonnalité, etc...), entre autres par les méthodes suivantes :

- extension de la gamme de production : c'est le cas de B qui utilise 20 ou 30 sortes de matières premières différentes, si bien que la variation d'ensemble de l'approvisionnement est relativement moins forte que celle de chaque type de matières premières comme le montre le tableau suivant où l'on a retenu cinq grandes catégories de matières premières.

Produits	U	V	X	Y	Z	Ensemble
Ecart-type de l'indice volume	1,95	0,50	0,80	1,53	0,50	0,39

- importation d'un produit substituable : c'est le cas de D qui complète la production locale par l'importation d'un produit similaire.

- création d'un secteur agricole moderne lié étroitement à l'usine. Celui-là permet en effet d'avoir une assez grande maîtrise sur un minimum d'approvisionnement dès le démarrage de l'usine pour pallier à la lenteur de réaction du secteur local. L'usine C se trouve dans cette situation.

Il est important de noter que la méthode utilisée par l'entreprise B (case 2 du tableau II) sauvegarde ses seuls intérêts et ne pallie pas aux variations agricoles - Par contre, les entreprises C et D (case 3 du tableau II) répercutent respectivement sur l'importation ou le secteur moderne les variations de leur production et non sur le secteur local car, en fait, elles ont besoin de celui-ci pour assurer la marche normale de leurs affaires. En d'autres termes, elles se servent de ce qu'on pourrait appeler un "volant de sécurité" pour pallier aux insuffisances et aux variations du secteur local et compléter ainsi l'approvisionnement dont elles ont besoin. On remarquera par ailleurs que les entreprises de type A ou B opèrent exactement de façon inverse et, en particulier, quand elles ont un secteur moderne d'approvisionnement, c'est le secteur local qui sert de "volant de sécurité".

Mais en elle-même, une telle description n'a qu'un intérêt restreint et il nous faut pousser plus loin l'analyse en nous efforçant de déterminer maintenant quelles sont les répercussions économiques provoquées par la nature des relations ainsi décrites.

2. Répercussions économiques.

Nous les déterminerons au niveau des deux agents économiques intéressés par ces relations à savoir l'agriculture d'un côté, l'industrie de l'autre.

i - l'agriculture. Tout d'abord, il nous faut définir les différents types des répercussions. Une répercussion économique sera dite négative, s'il y a modification du système de production agricole dans un sens qui va à l'encontre de la demande formulée par l'usine ou, de façon plus générale, dans un sens qui renforce la

tendance naturelle à l'autoconsommation de l'agriculteur. Une répercussion sera nulle si elle n'entraîne pas ou peu de modifications dans le système de production agricole. Enfin elle sera positive si les modifications provoquées du système de production agricole entraîne une plus grande intégration de l'exploitation agricole dans le circuit monétaire et permet d'améliorer la productivité des moyens de production mis en oeuvre dans le processus d'élaboration du produit agricole.

En gardant le même cadre que pour les tableaux I et II, les répercussions économiques sur l'agriculture se répartissent selon le tableau III.

Tableau III

		Structure de financement de l'entreprise	
		Stable	Instable
Matière première agricole	Abondante	1: — ≤ 0	2: — ≤ 0
	Rare	3: — ≥ 0	4: — $= 0$

Si on le compare avec le tableau II, on observe que la seule existence de relations strictement économiques (cases 1-2-4 du tableau II) entre les deux partenaires n'a dans les meilleurs des cas aucune répercussion économique valable au niveau de l'exploitation agricole. Par contre, si la matière première agricole est relativement abondante, ce type de relation peut même avoir à la longue des effets négatifs. En effet nous avons vu plus haut que l'abondance initiale de la production agricole conduit l'entrepreneur à négliger totalement celle-ci. Par conséquent, il aura tendance à répercuter sur ses fournisseurs agricoles toute la variation de la demande aval de ses propres produits que ce soit sur les quantités ou sur les prix. Ceci se traduit pratiquement par un écart - type moyen annuel des indices volume et prix de la matière première agricole supérieur ou égal à ceux du produit fini correspondant comme on l'observe dans le tableau IV suivant, pour les entreprises A (case 1) et B (case 2) :

Entreprises		Ecart-type moyen annuel	
		A	B
Volume	Agricole	0,39	0,66
	Industriel	0,33	0,58
Prix	Agricole	0,10	0,09
	Industriel	0,02	0,05

Ainsi que nous l'avons observé dans de tels cas, un processus pareil risque de conduire les exploitants agricoles à se détourner d'une telle spéculation (si les circonstances économiques générales le permettent) dont les variations empêchent toute prévision sur les revenus et tout calcul économique ou, du moins, n'entraîne pas de modifications positives du système de production. Quand la matière première demandée par l'usine est rare (case 4 du tableau III), il est évident que les variations provenant de l'usine n'auront qu'une faible répercussion sur l'exploitation agricole puisque le produit en question y tient peu de place.

En définitive, il apparaît que c'est l'existence de relations non économiques (case 3 des tableaux II et III) qui peut amener des effets bénéfiques pour l'exploitation agricole (1). Tout d'abord, l'importance relative des écarts-type moyens annuels en passant de la matière première au produit fini est inverse de la précédente. Par exemple celui de l'indice - prix de la matière première de D est de 0,02 alors que celui du produit fini est de 0,09, donc supérieur. D'autre part, les contrats sur les quantités achetées, les prix fixés à l'avance, l'assistance technique, etc..., permettent à l'agriculteur de faire des prévisions et des calculs économiques relativement sûrs par rapport à la situation précédente. Enfin, dans la mesure du possible l'usine s'efforcera de faire supporter les variations de l'approvisionnement de préférence sur ce que nous avons appelé plus haut son "volant de sécurité" justement chargé d'amortir les changements venus de l'extérieur. Par exemple, pour D, l'écart-type moyen annuel du volume de produits venant de secteur local est de 0,37, alors qu'il est de 0,59 pour ceux venant du "volant de sécurité". D'autre part, toujours pour D,

(1) Indiquons au passage que l'absence d'effets provient de la création d'un secteur agricole moderne entièrement intégré à l'usine et plus ou moins complètement séparé du secteur agricole traditionnel.

il y a une corrélation assez forte (0,82) entre le volume de produits agricoles absorbé par l'usine et celui qui est effectivement produit par les exploitations agricoles. Ceci permettra en fin de compte au système de production agricole d'évoluer dans le sens d'une meilleure intégration dans l'économie monétaire.

En conclusion, on peut avancer que le type de relations instauré par l'entreprise avec son milieu d'approvisionnement agricole n'est pas sans jouer parfois un rôle, bon ou mauvais, sur l'économie de l'exploitation et en particulier que des relations de forme commerciale n'amèneront pas d'évolution positive de celle-ci. Il n'en sera pas de même pour les autres formes de relations que nous avons décrites car elles permettent de faire écran avec le marché de produits finis et, à cause de cela résolvent partiellement ou totalement selon les cas, le problème crucial des agriculteurs à savoir l'incertitude sur les débouchés (en quantités et prix) au moment où la décision de production est prise. Incertitude qui provient de facteurs tant internes qu'externes à l'agriculture et que l'industrie essaye de résoudre respectivement par l'assistance technique (procurant une meilleure maîtrise de l'homme sur ses moyens de production) et les contrats d'achat (pour pallier les variations du marché) ou toute autre formule similaire.

ii - l'industrie. Dans ce cas, nous appellerons répercussion négative, le fait que, pour l'entreprise, un type déterminé de relations entraîne à la longue un accroissement des coûts de la matière première rendue-usine et une plus grande instabilité de l'approvisionnement. Une répercussion sera dite nulle si rien ne se produit du fait de ces relations, elle sera positive si on observe une plus grande stabilité de l'approvisionnement jointe à un prix de revient du moins stable sinon même dégressif. Toujours avec le même cadre que celui du tableau I, les différentes répercussions économiques sur l'industrie peuvent être résumées dans le tableau V.

		Structure de financement de l'entreprise	
		Stable	Instable
Matière première agricole	Abondante	1: ≤ 0	2: ≤ 0
	Rare	3: > 0	4: < 0

La comparaison avec le tableau II montre encore que les seules relations commerciales peuvent avoir des effets négatifs principalement en cas de rareté de la matière première. Nous avons observé pour les cases 1 et 2 que les relations commerciales instaurées par l'usine (§ 1) pouvaient faire régresser la production de la matière première. Ce fait va obliger l'industriel à étendre sa zone d'approvisionnement, donc à augmenter ses coûts correspondants sans pour autant pallier véritablement

l'instabilité de celui-ci. Ceci est encore plus patent pour la case 4 où la rareté de la matière première oblige l'usine à avoir une extension considérable de son aire d'approvisionnement pour pouvoir tourner normalement. Il n'en sera pas de même pour la case 3 où les effets positifs des relations non économiques sur les exploitations agricoles se répercuteront à leur tour sur la sécurité de l'approvisionnement de l'usine à la fois en quantité et en prix.

3. Synthèse.

L'analyse que nous venons de faire montre qu'il y a un enchaînement logique de cause à effet à partir de la mise en présence de la structure de financement d'une industrie agricole et des caractéristiques de son marché d'approvisionnement. La rencontre de ces deux faits détermine le type de relations, économiques et non économiques, qui vont se former entre le partenaire agricole et le partenaire industriel. Ces relations détermineront alors une réaction positive, négative ou nulle, des exploitations agricoles concernées lesquelles influenceront à leur tour l'activité de l'entreprise dans un sens favorable ou défavorable selon les cas. En définitive, le type de relations avec l'agriculture instauré, volontairement ou non, par l'industriel va se répercuter à travers la réaction des agriculteurs sur la marche de l'entreprise elle-même.

On remarque, d'autre part, que les relations de type commercial (correspondant aux cases 1-2-4) entraînent des réactions purement conjoncturelles. Par exemple, si l'entreprise utilise des excédents de production agricole, le paysan verra son revenu monétaire croître sans qu'il ait à faire aucun effort supplémentaire. Ceci ne le poussera donc nullement à modifier son système de production dans le sens d'une meilleure productivité et d'une plus grande intégration aux circuits économiques. On observera sensiblement le même résultat quand le système de production agricole dans son état actuel ne peut répondre à un accroissement de la demande extérieure : il y aura croissance des prix car l'offre ne pourra suivre la demande. Il n'y a dans tous les cas aucune modification positive de l'exploitation agricole. Par contre il apparaît

que des relations autres que strictement commerciales permettent aux agriculteurs de modifier plus profondément la structure de leurs exploitations en réduisant l'incertitude sur l'avenir et en s'attaquant ainsi aux causes profondes du non-développement de l'agriculture. Mais il est important de noter ici que, ainsi que nous l'avons vu précédemment, les intérêts de l'agriculture et de l'industrie sont convergents et que celle-ci ne fait pas une oeuvre de philanthropie en se préoccupant sérieusement de l'approvisionnement agricole.

C - INTERET DES RELATIONS.

Pour commencer, nous nous placerons dans le seul cas qui s'est avéré nettement favorable à savoir la combinaison d'un financement stable de l'entreprise et d'une insuffisance de la matière première demandée par celle-ci. Dans cette situation et si, pour diverses raisons, l'usine ne peut se passer de la production du secteur local, l'entrepreneur devra obligatoirement tenir compte des contraintes propres à celle-ci. Dans ces conditions, il semble que l'usine peut jouer un rôle non négligeable pour le développement économique de la zone rurale dans laquelle elle s'approvisionne, ceci pour deux raisons que nous allons essayer d'analyser maintenant :

1. Rôle d'écran filtrant joué par l'usine :

Nous voulons signifier par là que l'usine joue le rôle d'intermédiaire entre l'exploitation agricole et la consommation finale du produit et que cet intermédiaire modifie la nature des relations entre les deux extrémités de cette chaîne. Ce rôle d'écran filtrant provient à notre sens de deux causes.

i - Caractéristiques de la transformation industrielle. Il y a une grande différenciation dans la nature des marchés de la matière première agricole et du produit industriel correspondant. En effet, le plus fréquemment, les premiers sont :

- . saisonniers
- . très dépendants de facteurs naturels sur lesquels l'homme a d'autant moins de prise que sa technique a peu évolué.
- . composés de produits périssables
- . fonction de l'importance de l'autoconsommation pour le produit considéré.

A l'opposé, les seconds sont plutôt :

- . étalés tout le long de l'année.
- . dépendants de la demande du consommateur final.
- . composés de produits relativement plus durables.
- . entièrement tournés vers l'économie d'échange qui est la raison d'être de l'industrie.

Aussi les relations directes entre producteurs et consommateurs finaux par l'intermédiaire du produit frais font que les revenus des agriculteurs sont l'objet d'une double variation d'ordre interne (facteurs naturels) et d'ordre externe (demande finale) dont les répercussions sont le plus souvent néfastes. On remarque alors que les caractéristiques du marché industriel peuvent au moins pallier les variations d'ordre externe en étalant la consommation dans le temps et dans l'espace puisque la transformation industrielle donne au produit agricole des caractéristiques de durabilité, d'homogénéité, d'utilisation qui permettent d'en étendre considérablement le marché. De ce fait les variations de celui-ci risquent d'être moins fortes tout en situant le revenu à un niveau supérieur au cas précédent, toutes choses étant égales par ailleurs.

Ainsi donc, si la différence de qualité apportée au produit agricole par la transformation industrielle peut être bénéfique pour l'agriculteur sans intervention particulière, il n'en est plus de même au niveau des oppositions de motivation (tendance à l'autoconsommation d'un côté - tendance à la maximisation des échanges de l'autre) et de facteurs de dépendance (facteurs naturels dans le premier cas - demande finale dans le second). Mais, comme nous le verrons plus bas ces oppositions peuvent être source de dynamisme.

ii - Immobilisations de capitaux relativement importantes exigées par les techniques industrielles. De ce fait, les capitaux industriels ont beaucoup moins de fluidité que les commerciaux - aussi, une fois l'installation faite - elle doit durer au moins le temps de l'amortissement - il faut chercher à la rentabiliser sur place. D'autre part, une de nos hypothèses est la nécessité pour l'entreprise de s'approvisionner au milieu local. Enfin, les caractéristiques de l'approvisionnement en matières premières (quantités minima, qualité, prix rendu-usine, etc...) sont des éléments importants du prix de revient et, partant de la rentabilité finale de la transformation industrielle. A titre d'indication, on notera que dans la branche des Industries Agricoles et Alimentaires, la matière première agricole représente 40 à 60%

environ de la valeur de la Production Finale Brute, que ce soit en France ou à Madagascar. Ces trois causes convergent pour conduire l'entrepreneur à être attentif aux réactions des agriculteurs qui, sinon, risqueraient d'être néfastes à la rentabilité de ses capitaux. En effet, l'immobilisation une fois faite, il est ruineux de laisser tomber l'affaire du jour au lendemain et de partir ; l'importance de la matière première dans le prix de revient conduit à essayer de l'obtenir aux meilleures conditions ; la nécessité de s'approvisionner en milieu rural amène à être attentif à ses réactions et à favoriser son développement. Aussi, dans un premier temps, l'entrepreneur évitera de faire porter les variations de la demande finale sur ceux-là, les transférant, de préférence, sur ce que nous avons appelé plus haut son "volant de sécurité" (concession moderne, importation entre autres) et garantira à l'avance les quantités et les prix de la matière première réduisant ainsi l'incertitude de l'avenir pour les producteurs de celle-ci. Dans un second temps, il s'efforcera de réduire également l'influence des facteurs naturels sur la production, ce qui l'entraînera à essayer d'améliorer sensiblement le niveau de la technique agricole des producteurs de sa matière première. Ces deux types d'action, l'une d'ordre économique, l'autre d'ordre technique, reviennent, à plus ou moins longue échéance, à s'attaquer au système de production, à la structure de l'exploitation agricole puisqu'elles permettent à l'agriculteur d'appliquer des calculs économiques si simples soient-ils et d'améliorer sa productivité en l'intégrant progressivement au circuit économique. Les résultats risquent donc d'être profonds et durables.

En définitive le rôle d'écran fixant que peut avoir l'industrie agricole par rapport au milieu rural se situe à plusieurs niveaux :

- involontaire tout d'abord : la transformation industrielle donne au produit agricole des qualités qui permettent souvent de modifier considérablement les caractéristiques de son marché. Celles-ci devenant alors beaucoup plus acceptables pour l'agriculteur, il sera possible, pour ce dernier, d'être plus motivé pour orienter son activité vers un accroissement des échanges économiques avec les autres secteurs.

- volontaire ensuite : certaines circonstances mais aussi certaines contraintes de fait (voir § ii) vont plus ou moins amener l'entrepreneur à agir consciemment au niveau des structures de production pour qu'elles se modifient durablement dans un sens qui lui soit utile.

2. Unité d'action en milieu rural :

A priori elle ne semble pas très utile et il paraît logique de laisser chaque domaine de l'action (technique - économique - etc...) au service compétent correspondant. Cependant, nous avons remarqué, dans les zones rurales étudiées, le désir très conscient des agriculteurs d'être en relations directes avec l'usine, trouvant tout à fait normal que l'usine à qui ils vendent leur production, leur dispense également l'assistance technique et les moyens de production dont ils ressentent parfois impérieusement le besoin. Ces réactions ont de quoi faire réfléchir. Il est évident, en effet, que du point de vue de l'agriculteur, cette unité d'action simplifie beaucoup **les choses** : pour une production déterminée, il n'aura à s'adresser qu'à une seule et même personne ou société que ce soit pour les conseils sur la façon de conduire la culture, pour l'acquisition de biens de productions utiles sinon indispensables ou pour la vente de la récolte. Il ne faut pas oublier en effet que le développement d'une production, surtout si elle est destinée à être vendue, exige de la part de l'agriculteur un très gros effort d'adaptation et même de conversion assez profonde de sa mentalité et de son comportement. De ce fait, il apparaît tout à fait normal, et même nécessaire, de rendre cette conversion, ce passage, les plus faciles possibles. Par conséquent, il faut non seulement se placer au niveau de départ du paysan mais aussi lui aménager la route de telle sorte qu'il puisse y avancer sans avoir à franchir des obstacles qui ne soient pas de son fait (tels que assistance technique sur une production non adaptée à ses débouchés, variations ou insuffisances de ceux-ci, etc...) et que cette progression soit volontaire et non contrainte sinon il risquerait de se produire une cassure à un moment ou à un autre.

3. Conclusion.

L'analyse que nous venons de faire du rôle que peut jouer activement l'industrie agricole auprès de son milieu rural d'approvisionnement comme écran filtrant et comme unité d'action montre que ce type de comportement est à la fois utile et bénéfique tant à l'entreprise industrielle qu'à l'exploitation agricole.

En effet, dans les circonstances où se présente son approvisionnement en matière première, ce comportement permet à l'entreprise industrielle de s'assurer à la longue une base assez solide d'approvisionnement qui lui permet de tourner et de vendre sans être gênée par des variations trop importantes et aberrantes d'une année sur l'autre tant des quantités que des prix. De ce fait, le comportement que nous avons

analysé est parfaitement sain du seul point de vue de l'entreprise et la meilleure preuve en est qu'il a été pratiqué essentiellement par des sociétés à capitaux privés à 100 % ou du moins majoritaires.

Pour l'exploitant agricole, l'intervention de l'industrie a pour premier et essentiel effet de réduire de façon notable son incertitude sur l'avenir lui permettant en particulier d'envisager plus raisonnablement l'extension de production commercialisable d'autant plus que l'assistance technique lui fournit par ailleurs les instruments et moyens de production dont il ressent lui-même l'absence. Cette modification assez sérieuse de son environnement technique et économique va donner à l'agriculteur la possibilité de changer progressivement ses structures de production qui l'amèneront peu à peu à s'intégrer dans les circuits économiques productifs par la suppression de certains blocages. En effet, pour améliorer sa productivité, il sera conduit à se procurer des moyens de production plus efficaces et fabriqués ailleurs que dans le secteur agricole (engrais minéraux et matériel agricole, même simple, par exemple). D'autre part, une fois satisfait ses besoins socio-religieux, et si l'augmentation de son revenu monétaire est suffisante, il aura tendance à utiliser de plus en plus celui-ci à l'achat de biens et de services produits par d'autres secteurs de l'économie que le secteur agricole - Ceci évidemment dans une évolution à long terme. Mais dira-t-on, pour que celle-ci se fasse, il est nécessaire que l'agriculteur soit motivé dans ce sens, et en particulier pour gagner un revenu monétaire supplémentaire. Or, du moins dans les zones rurales que nous avons eues l'occasion de connaître, il nous est apparu que cette motivation existait. Tout d'abord parce qu'exprimée directement sous une forme ou sous une autre par les paysans qui signalent leur désir de gagner plus d'argent, se plaignent du renchérissement du coût de la vie (c'est-à-dire que le rapport Prix des biens vendus/Prix des biens achetés se dégrade) etc... ; ensuite, parce que, pour satisfaire ce besoin monétaire que l'activité agricole est incapable de leur donner complètement, les paysans pratiquent des activités extra-agricoles qui sont telles qu'elles peuvent procurer de 25 % à 40 % du total de leurs revenus monétaires.

4. Généralisation.

Jusqu'à présent, nous avons observé et analysé ce qui s'était passé selon les différents cas possibles de relations entre l'agriculture et l'industrie et les répercussions économiques immédiates ou à plus longue échéance qu'elles pouvaient

avoir pour chacun des deux partenaires. Nous en avons conclu que seul un cas, provenant de certaines caractéristiques propres à l'industrie et à l'agriculture, rendait nettement positives ces répercussions. Mais fait plus remarquable à signaler que le type de relations ainsi engendré permettait de rendre plus sûr et plus stable l'approvisionnement et donc la bonne marche de l'usine tout en étant un moyen de développement assez sérieux pour l'exploitation agricole.

Ce qui s'est produit, pourrait-on dire naturellement (c'est-à-dire sans connaître ni vouloir consciemment toutes les conséquences d'un comportement choisi seulement en fonction de certains faits) et pour un seul type de situation, ne serait-il pas intéressant et possible de le généraliser consciemment pour utiliser l'industrie agricole comme un moyen dans la politique générale du développement économique de l'agriculture ? En effet si ce genre de relations ne s'est pas créé dans les autres cas c'est essentiellement parce que les circonstances ne s'y prêtaient pas, soit que l'abondance relative de la matière première ait incité l'entrepreneur à se désintéresser plus ou moins profondément des conditions de production de celle-ci soit que la structure de financement de sa société l'ait empêché d'agir valablement à ce niveau. Dans ce dernier cas, la solution paraît simple apparemment puisqu'il s'agit seulement de mieux asseoir la stabilité financière pour lui donner une plus grande liberté d'action dans un domaine où les résultats sont rarement immédiats ; mais elle dépend évidemment des possibilités financières des promoteurs de la politique qu'ils veulent mener.

Le premier cas (abondance de la matière première) est moins évident d'autant plus que l'entrepreneur fait le plus souvent des prévisions à court terme. Aussi, en prenant un peu de recul, même si l'entrepreneur partait initialement avec une abondance relative de matière première, il est possible que cette situation de départ se dégrade progressivement par les réactions nulles ou négatives des agriculteurs aux variations de revenu que leur fait subir l'usine (c'est ce que nous avons remarqué pour B en particulier). A la suite de cette évolution, en cas de financement instable, l'entrepreneur se trouve dans l'impossibilité matérielle de réagir. Cependant même en situation de financement stable, la lenteur du changement peut empêcher l'entrepreneur de prendre conscience de ce phénomène et, de toutes façons, l'amortissement de la plus grande partie des valeurs immobilisées permet à l'entreprise de supporter l'accroissement résultant du coût des matières premières. Elle sera donc peu motivée pour s'oc-

cuper activement du problème de la production des matières premières et ceci d'autant plus qu'elle sera âgée (cas de A et de B par exemple) donc peu portée aux changements de méthodes, et que la concurrence dans son secteur d'activité sera faible ou nulle ce qui est le cas de beaucoup d'unités industrielles dans un pays tel que Madagascar.

Ces rapides explications montrent que si les circonstances ne sont pas favorables à des relations positives entre le milieu agricole et le milieu industriel, elles ne s'y opposent pas non plus fatalement d'autant plus qu'en période longue, elles tendraient à les rendre nécessaires en dramatisant la situation de départ. Malheureusement, même dans les projets actuels, on ne tient suffisamment pas compte de ces phénomènes pour la raison très simple que le promoteur d'une industrie agricole, qu'il appartienne au secteur privé ou au secteur public, se préoccupe avant tout de la rentabilité de ses capitaux et ce, le plus fréquemment dans une perspective à court terme qui ne voit que les aspects conjoncturels d'une situation. Or, dans bien des cas une analyse approfondie de celle-ci montrerait l'utilité et même la nécessité d'une action sur les structures de production agricole pour parvenir à une solution durable du problème de l'approvisionnement. Si celle-là est faite, les détenteurs de capitaux, mêmes publics, montrent une certaine timidité pour se lancer dans cette direction. Pourtant une industrie, quelle qu'elle soit, ne doit-elle pas chercher à s'assurer le maximum de sécurité tant en aval (pour ses débouchés) qu'en amont (pour ses approvisionnements) ? Pourtant si cela est couramment pratiqué pour la vente des produits finis, il en est rarement de même pour l'achat de matières premières. Est-ce logique alors que l'un et l'autre sont liés et que, si rien n'est fait dans ce sens, l'entreprise risque de voir croître ses difficultés d'approvisionnement et par là, son prix de revient ce qui ne manquera pas d'être nuisible à l'extension ou même au simple maintien de son marché ? D'autre part si une action au niveau de l'approvisionnement est envisagée, il nous semble qu'une simple action conjoncturelle ne suffira pas car, dans la plupart des cas, elle ne modifiera pas profondément le système de production. Or c'est bien parce que celui-ci apparaissait défectueux qu'on a décidé d'agir ; comme par ailleurs la vie de l'entreprise est relativement longue, l'effet de l'action doit être également durable. De ce fait, il apparaît nécessaire d'agir au niveau des structures car les principales causes de difficultés, et donc leur solution, sont là et non ailleurs. Par exemple, dans un système rigide de production agricole (ce qui est souvent le cas ici), l'augmen-

tation du prix d'un produit quelconque pour s'en assurer le marché ne risque pas de provoquer une augmentation de sa production - Par contre, une action pour la concentration de celle-ci, l'amélioration de la productivité, etc... qui conduit en définitive à une modification des structures de l'exploitation agricole, permettra d'élever le niveau de départ de la production sans pour autant en augmenter le prix unitaire...

Cependant, on doit reconnaître que cette généralisation d'un certain type de relations entre l'exploitation agricole et l'entreprise industrielle à l'ensemble des industries agricoles ou du moins à un certain nombre d'autres, soulèvent des objections qu'il est nécessaire de connaître au moins pour les plus importantes d'entre elles, afin de déterminer les limites d'une telle conception. C'est pourquoi nous en étudierons les principales et les discuterons dans le paragraphe suivant.

D - OBJECTIONS A LA GENERALISATION DE CERTAINES RELATIONS.

Elles sont essentiellement de deux sortes portant sur le fait qu'il est préférable de créer de toutes pièces un secteur agricole moderne intégré à l'usine plutôt que d'essayer de se brancher sur le milieu agricole traditionnel - et, d'autre part, même s'il en était ainsi, qu'il n'est pas possible d'envisager sérieusement une action dans ce milieu parce qu'elle serait trop onéreuse pour la rentabilité financière de l'usine et qu'après tout, ce n'est pas son rôle.

1. Exploitation agricole moderne préférable à l'exploitation traditionnelle.

On peut examiner cette objection à deux niveaux différents : celui de la production agricole et de l'approvisionnement qui met en cause seulement les relations directes entre les deux partenaires - celui de l'économie générale.

a) Production agricole et Approvisionnement. Si l'exploitation moderne n'existe pas à la création de l'usine, il va falloir la créer de toutes pièces ce qui exigera l'immobilisation d'un volume important de capitaux. En outre, si l'on veut obtenir un prix de vente assez bas à l'usine, il sera nécessaire d'avoir une production importante pour amortir des frais fixes relativement élevés (matériel, personnel permanent spécialisé, etc...). A l'inverse, aucun de ces problèmes ne se pose au niveau de l'exploitation traditionnelle qui a le mérite d'exister et peut suivre avec plus de souplesse l'évolution de la demande de l'usine n'étant pas gênée par l'importance des frais fixes.

tation du prix d'un produit quelconque pour s'en assurer le marché ne risque pas de provoquer une augmentation de sa production - Par contre, une action pour la concentration de celle-ci, l'amélioration de la productivité, etc... qui conduit en définitive à une modification des structures de l'exploitation agricole, permettra d'élever le niveau de départ de la production sans pour autant en augmenter le prix unitaire...

Cependant, on doit reconnaître que cette généralisation d'un certain type de relations entre l'exploitation agricole et l'entreprise industrielle à l'ensemble des industries agricoles ou du moins à un certain nombre d'autres, soulèvent des objections qu'il est nécessaire de connaître au moins pour les plus importantes d'entre elles, afin de déterminer les limites d'une telle conception. C'est pourquoi nous en étudierons les principales et les discuterons dans le paragraphe suivant.

D - OBJECTIONS A LA GENERALISATION DE CERTAINES RELATIONS.

Elles sont essentiellement de deux sortes portant sur le fait qu'il est préférable de créer de toutes pièces un secteur agricole moderne intégré à l'usine plutôt que d'essayer de se brancher sur le milieu agricole traditionnel - et, d'autre part, même s'il en était ainsi, qu'il n'est pas possible d'envisager sérieusement une action dans ce milieu parce qu'elle serait trop onéreuse pour la rentabilité financière de l'usine et qu'après tout, ce n'est pas son rôle.

1. Exploitation agricole moderne préférable à l'exploitation traditionnelle.

On peut examiner cette objection à deux niveaux différents : celui de la production agricole et de l'approvisionnement qui met en cause seulement les relations directes entre les deux partenaires - celui de l'économie générale.

a) Production agricole et Approvisionnement. Si l'exploitation moderne n'existe pas à la création de l'usine, il va falloir la créer de toutes pièces ce qui exigera l'immobilisation d'un volume important de capitaux. En outre, si l'on veut obtenir un prix de vente assez bas à l'usine, il sera nécessaire d'avoir une production importante pour amortir des frais fixes relativement élevés (matériel, personnel permanent spécialisé, etc...). A l'inverse, aucun de ces problèmes ne se pose au niveau de l'exploitation traditionnelle qui a le mérite d'exister et peut suivre avec plus de souplesse l'évolution de la demande de l'usine n'étant pas gênée par l'importance des frais fixes.

Par contre, l'exploitation moderne donne facilement une grande concentration de la production réduisant la plupart des frais d'approche de l'exploitation agricole à l'usine. D'autre part, cette même production est maîtrisée, ce qui la rend beaucoup moins dépendante des aléas climatiques, et de qualité assez homogène évitant des pertes, parfois importantes, au triage préparatoire au traitement industriel. C'est évidemment une tendance en sens opposé qui se fait jour dans l'autre type d'exploitation.

Ainsi donc, avantages et inconvénients des deux sortes d'exploitation s'équilibrent et dépendront en partie des possibilités et des contraintes de chaque promoteur. Cependant, on peut noter que si la production agricole envisagée (production arbustive par exemple) exige des investissements à long terme et importants, il sera préférable de débiter par l'exploitation moderne car, outre que cela mobilise un capital relativement important, il est difficile de demander à l'agriculteur traditionnel de s'engager assez nettement dans ce sens alors que les résultats n'interviendront que plusieurs années après sa décision de production et que de toutes manières, il n'en fera pas beaucoup au démarrage. Par contre, si la production agricole est annuelle et assez exigeante en travail (relativement beaucoup plus qu'en capital), l'exploitation traditionnelle sera préférable car elle permettra de rentabiliser des moyens de production sous utilisés ou mal utilisés (terre et travail en particulier).

b) Niveau de l'économie générale : A cet endroit, la mesure des répercussions de tel ou tel choix économique peut se faire par l'étude de la répartition de l'effet multiplicateur entre les différents agents économiques intéressés.

Pour notre propos, nous supposerons que ce qui est recherché en définitive, c'est-à-dire à longue échéance, est le développement économique des agriculteurs puisqu'ils forment au moins 80 % de la population. En première approximation nous pouvons supposer que l'exploitation moderne procure un bénéfice global supérieur à l'autre alternative.

i - Mais pour parvenir à ces fins, ce bénéfice doit être retourné vers les agriculteurs. Cela se faisant par des voies indirectes, il y aura à chaque passage par un agent économique, une fuite plus ou moins grande due à l'effet multiplicateur des revenus qui réduira d'autant la part revenant finalement à l'agriculteur.

ii - L'effet-revenu auprès du paysan viendra non pas d'une activité productive mais correspondra à un don plus ou moins déguisé. Il aura donc un effet

éducateur beaucoup plus faible et, en tout cas, n'incitera pas l'agriculteur à modifier ses comportements de producteur et de consommateur. Les effets-induits seront donc faibles.

iii - Ce choix ne résoud pas de toutes façons le problème des débouchés des exploitations agricoles traditionnelles et, partant, celui de la modification des systèmes de production dans un sens favorable à leur développement économique.

Par contre, même en supposant que le bénéfice soit moins important en se basant sur l'exploitation traditionnelle (hypothèse qui resterait à vérifier), on peut remarquer que ce choix permet :

i - une distribution directe de revenu à l'agriculteur sans intermédiaire et correspondant à la vente d'une production - d'où un effet-revenu plus important et dont l'origine provient du travail agricole ce qui, psychologiquement est, semble-t-il, important.

ii - une modification des structures de production agricole, car un début de solution, sinon même une solution complète, est apportée au problème des débouchés, obstacle majeur à l'évolution agricole.

iii - des effets-induits plus marqués : la liaison évidente "travail agricole - revenu" peut inciter davantage l'agriculteur à accroître la productivité de celui-là pour élever celui-ci, par l'achat de moyens de production plus efficaces (matériel - engrais - etc...). D'autre part, cette augmentation de revenus risquant de devenir plus importante que dans le cas précédent modifiera sensiblement la structure de consommation initiale dans un sens plus favorable à l'intégration monétaire du paysan.

En résumé, il apparaît certain que l'action au niveau de l'exploitation agricole traditionnelle peut avoir des répercussions économiques plus profondes que la création d'une exploitation moderne parce qu'elle s'attaque aux causes directes du non-développement de l'agriculture et qu'elle rend possible l'intégration du paysan aux circuits économiques, développant ainsi la demande intérieure finale, source dynamique d'un développement économique général. Ceci ne signifie pas, comme nous l'avons vu plus haut, qu'on puisse toujours agir ainsi, du moins dans une première phase. Mais, il nous semble qu'à un moment ou à un autre de la vie de l'entreprise, il est possible, sinon même souhaitable, de faire participer l'exploitation agricole traditionnelle ou développement de l'affaire étant entendu que l'exploitation moderne est une sécurité et une garantie en cas de défaillance du secteur rural.

2) Incompatibilité de l'action en milieu rural et de la rentabilité financière de l'industrie.

Il faut remarquer tout d'abord que, pour les deux usines (C et D) qui ont pratiqué cela, le coût d'une telle intervention a toujours été inférieure à 2 % du prix de revient du produit fini, ce qui prouve qu'il est possible de faire quelque chose sans que cela pèse considérablement sur la valeur du produit final.

Ceci dit, on observe que, dans certains cas, une telle action est nécessaire. En effet l'objectif à long terme est d'obtenir un accroissement et une concentration de la production pour un prix unitaire qui en permette le traitement industriel. Or, au départ, le paysan ne peut rien faire de lui-même n'ayant ni les moyens techniques ni les moyens financiers pour y parvenir. Il faut donc faire quelque chose quitte à réduire la rentabilité commerciale à court terme puisque cette opération sera la gage d'une bonne rentabilité commerciale à long terme, ce qui est après tout l'essentiel.

Enfin, on doit se souvenir que, s'il est parlé d'action de l'industrie dans le secteur rural, cela ne signifie pas que c'est l'usine qui doit porter à bout de bras l'ensemble de cette action. Nous voulons dire par là que c'est l'usine qui est le facteur de dynamisme, le moteur de tout le reste, car elle doit nécessairement assurer la rentabilité des capitaux investis et que le cycle Achat - Transformation - Vente est une nécessité vitale pour elle. Il est donc assez logique d'admettre que celle-ci soit le maître d'oeuvre pour tout ce qui la concerne, ce qui ne veut pas dire que tous les éléments de l'action seront à sa charge (il y a autant de possibilités que de cas) mais qu'elle devra être amenée à coordonner les activités de tous les agents qui y participent.

Tout ceci montre qu'il n'y a pas en réalité incompatibilité absolue entre l'action en milieu rural et la rentabilité financière de l'usine. Au contraire, l'intérêt à long terme bien compris de celle-ci devrait plutôt la pousser dans ce sens.

E - CONCLUSION.

De toutes ces analyses, il ressort que l'industrie agricole n'est pas portée d'elle-même à avoir des relations positives avec son milieu d'approvisionnement sauf si les faits l'y obligent et si ses moyens le lui permettent. Dans ce cas on a observé que les relations ainsi instaurées ont été bénéfiques pour chacun

des deux partenaires. D'où l'idée de généraliser ce type de relations à l'ensemble des cas puisque tout en maintenant ou en améliorant la rentabilité de l'entreprise industrielle, il donne la possibilité et les moyens à l'exploitation agricole traditionnelle de sortir de son isolement et de sa stagnation économique par le développement et la stabilisation de ses débouchés et donc du revenu monétaire ainsi que par l'assistance technique qui améliore conjointement et les moyens de production et leur productivité. Cependant, cette généralisation est rendue difficile par les perspectives trop souvent à court terme des promoteurs industriels dont la politique ne correspond guère à la durée d'immobilisation de leurs capitaux ainsi que par l'idée préconçue, trop généralement répandue, que l'on ne peut tirer grand chose du paysan et qu'il est finalement préférable de faire un secteur moderne entièrement intégré. On oublie par là qu'il est inutile de créer des îlots de développement s'ils restent fermés sur eux-mêmes et n'ont aucun effet multiplicateur même indirect sur la partie la plus importante du pays, à savoir les agriculteurs.

Compte-tenu de tout ceci, il est alors possible d'utiliser l'industrie agricole comme un instrument du développement économique agricole. Mais il faut bien avoir à l'esprit qu'il y a des contraintes qui font que ce n'est pas toujours possible, au moins directement, et qu'il existe, bien évidemment, d'autres moyens de développement en n'oubliant pas toutefois que, à l'instar de l'industrie agricole, ces derniers devront satisfaire à certaines exigences telles que :

- la stabilisation et l'augmentation des revenus monétaires du paysan pour réduire son incertitude sur l'avenir et modifier sa structure de consommation.
- l'assistance technique sur un produit déterminé liée à la croissance de ses débouchés et à l'augmentation de leur monétarisation.
- le maintien de la liberté et de l'initiative du paysan pour que, une fois son choix fait, celui-ci soit solide et durable.

Ces différentes conditions permettront un changement plus radical des structures de l'exploitation et une plus grande intégration de l'agriculteur avec le reste de l'économie monétaire du pays provoquant de ce fait une extension du marché monétaire.